



Quoi de neuf pour le MIAMSI au Conseil de l'Europe ?

La session d'hiver de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et par la même occasion celle de la Conférence des OING se sont tenues à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2017

Vous trouverez ci-dessous la synthèse des travaux menés par les diverses commissions, groupes de travail et autres rencontres organisées durant cette semaine à Strasbourg :

1. Commission Droits de l'Homme :

Après avoir fait le point sur les activités en cours et notamment celles assurées par les Groupes de Travail » (voir ci-dessous), des échanges ont été menés, à propos :

- Des rapports avec le Comité Directeur des Droits de l'Homme sur le fonctionnement et quelques thèmes tels que « Droits sociaux », « mutilations génitales et mariages forcés », « place de la société civile vis-à-vis des institutions nationales », « migrations et Droits de l'Homme », « liberté d'expression et Droits de l'Homme ».
- Les personnes handicapées.
- La protection des enfants
- La protection de la confidentialité.

Les groupes de travail où le MIAMSI participe :

- **Groupe « Extrême Pauvreté et Droits de l'Homme »** : le thème spécifique pour cette année est centré sur la **lutte contre la pauvreté des jeunes** (15 à 30 ans) après celle concernant les enfants.

Deux autres aspects sont évoqués :

- La diffusion et ratification de la charte sociale
- Un **retour sur la déclaration signée en 2012** par les quatre piliers du Conseil de l'Europe à propos de la lutte contre la grande pauvreté et notamment le paragraphe 13 de la charte.

L'organisation de la journée du 17 octobre a été également abordée.

- **Groupe « lutte contre le discours de haine »** : il s'est réuni dans le cadre du lancement officiel en France de la campagne « non à la haine, mouvement contre le discours de haine » Une occasion de revenir sur l'intérêt d'une telle campagne et de présenter « Connexions », ouvrage de référence avec de nombreuses idées d'actions.

En Français :

<http://www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Resources/Publications/CONNEXIONS.pdf>

En anglais

<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=090000168065dac7>

- **Groupe de travail « Droits de l'Homme, co-développement et migrations »** :

Pour rappel : Il s'agit dans ce groupe de chercher comment mieux faire respecter les lois sociales et les Droits de l'Homme dans les entreprises européennes sur le continent et dans les pays extra Européens.

Le principal objet de la rencontre a été de mettre au point le side event du surlendemain (voir ci-dessous) et de revenir sur le projet de recommandation.

- Groupe « Réseaux Sociaux » :

Ce groupe de travail a pris du temps pour s'informer à propos des réseaux sociaux et du respect des Droits de l'Homme, notamment l'anonymat.

Side event : Droits de l'Homme et entreprises.

En dehors des temps de réunions, de groupes de travail et d'assemblées, un « événement parallèle » s'est tenu sur le thème : « La régulation de l'activité des multinationales pour un meilleur respect des Droits de l'Homme et du développement local »

Plusieurs points à relever :

- La participation effective et active d'ambassadeurs, de représentants de l'Assemblée Parlementaire, d'OING et d'expert des Droits de l'Homme...
- L'insistance sur la nécessité de légiférer pour que les Droits de l'Homme soient respectés dans les filiales des entreprises européennes situées notamment dans les pays du sud. C'est aussi une manière de protéger les entreprises qui respectent déjà les règles.
- Des échanges autour des recommandations de l'ONU en matière d'encadrement visant au respect des lois sociales dans les entreprises délocalisées, sous traitantes, des multinationales. Même chose pour les textes votés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.
- L'importance du soutien des OING en la matière a été confirmée.

Recommandation CoE sur cette question :

En français

https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016805c1ad6

En anglais :

https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016805c1ad4

2. Commission Culture et Education :

Le thème de la réunion a été **centré sur l' « Education à la citoyenneté démocratique et à l'inclusion sociale »**. Dans ce cadre plusieurs interventions et échanges :

- Le cadre de compétences pour une **culture démocratique**, vers une mise en pratique, grâce à l'édition d'un livret spécifique (voir groupe de travail ad hoc ci-dessous).
- Les actions possibles dans la vie scolaire.
- Témoignage de l'échevin de Molenbeek.
- La charte sociale : sa nécessaire diffusion, ratification et connaissance. Intervention pour cela du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (voir CR de la commission).
- Commémoration de l'holocauste : réflexions et projets à venir (colloques et autres)

- Groupe « Vivre ensemble en Europe » : centré sur l'éducation inter culturelle

Cette éducation vise non seulement le système éducatif mais aussi et surtout le niveau municipal, de quartier ainsi que les entreprises et bien sûr les médias !

Une présentation d'un livret présentant les « Compétences pour une culture Démocratique » a permis de valoriser le travail de certaines OING et celui des « villes interculturelles » (cf. travail du groupe en 2016).

Il est utile et pertinent de connaître et faire connaître de livret des « Compétences pour une culture démocratique », source de la mise en place du « Vivre ensemble ».

<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ccc08>

En italien :

<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ccf13>

En portugais :

<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ccf15>

- **Groupe « Enseigner l'histoire »** : le MIAMSI n'est pas présent dans ce groupe, mais Pax Romana, OING avec laquelle nous travaillons maintenant pour les relations internationales nous y représente.

Ce groupe de travail vise à dépasser une vision nationaliste de l'histoire, à faire la différence entre mémoire et histoire. Il devrait :

- produire des documents
- proposer un questionnaire pour récolter de bonnes pratiques d'enseignement dans le cadre de la « multiperspectivité » de l'histoire ; le dépouillement donnera lieu à un séminaire ad hoc.

Deux side event sont envisagés : violence et histoire / femmes dans l'histoire

3. Commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux :

La commission a traité principalement de trois questions majeures :

1. La question de **La personne âgée** ; il s'agissait de faire suite au Side Event sur ce thème qui a eu lieu l'an passé.
2. La **gouvernance** conçue en partenariat avec la société civile : exemple de Partenariat avec un Gouvernement Ouvert (PGO) notamment en Roumanie.
3. Echos des suites de la COP 21 et 22.

- **Groupe « Europe - Méditerranée »** :

Trois dossiers ont été traités au cours de cette réunion :

- Information sur la Conférence finale du 14 octobre 2016 à Lisbonne « Migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans le contexte de prévention et de gestion des risques majeurs (un rapport a été envoyé précédemment).
 - Situation sur l'aggravation de la migration et des filières.
 - Etablissement d'une feuille de route pour la Conférence des OING.
 - Pour information : le livret du Commissaire aux Droits de l'Homme sur la migration et l'Europe : « Il est temps que l'Europe prenne ses responsabilités ».
- Document en annexe du rapport de la commission et référence ci-dessous.

https://www.coe.int/t/commissioner/IP-MigrantIntegration_FRA.pdf

4. La Conférence des OING

1. En dehors de l'adoption des documents préparatoires et autres compte rendus, la réunion de cette session a traité de plusieurs points importants :
 - la protection de la **liberté d'expression et d'association en Turquie** suite au coup d'état manqué du 15 juillet 2016 ;
 - la situation des **ONG dans les pays membres** du Conseil de l'Europe à un moment où l'espace de la société civile rétrécit ;
 - la **régulation de l'activité des multinationales** pour un meilleur respect des droits de l'homme et du développement local ;
 - la **surveillance des avocats**, la nécessité de normes protégeant la confidentialité des clients ;

- la **société d'information** – quelles avancées et quelles menaces pour les autorités publiques et les ONG ? ».

2. Adoption de plusieurs textes :

- [CONF/PLE\(2017\)RES1](#)
Résolution : 'Protéger les libertés d'association et d'expression en Turquie dans le contexte de l'état d'urgence'
- [CONF/PLE\(2017\)REC1](#)
Recommandation : 'Surveillance des avocats : la nécessité de normes garantissant le secret professionnel'
- [CONF/PLE\(2017\)DEC1](#)
Soutien à la lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe concernant le projet de loi sur la dépénalisation de certaines formes de violence domestique en Fédération de Russie
- [CONF/PLE\(2017\)DEC2](#)
Déclaration : 'La Charte sociale européenne au cœur du dialogue entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne (Processus de Turin)'
- [Feuille de route relative à la migration 2017-2018](#)

5. Le groupe des OING chrétiennes (CINGO)

La réflexion centrale de cette rencontre aura été la question de l'inflation des Droits qui est sans aucun doute la conséquence de l'hyperjudiciarisation de la vie quotidienne.

D'autres sujets ont été abordés :

- La dimension religieuse du dialogue interculturel : on sent que les religions tendent à être considérées comme des convictions au même titre que les philosophies, leur dimension sacrée étant gommée.
- Le texte du Pape François au corps diplomatique qui revient sur ses paroles adressées à l'Europe.
- Le rapport sur « réalité de la pauvreté et injustice » rédigé et proposé par Caritas Europa. On trouve dans son contenu des questionnaires utiles autour de trois pôles :
 - La famille,
 - Un travail et un salaire décents,
 - La protection sociale.

Lien ci-dessous :

En Français

http://www.caritas.eu/sites/default/files/esm_2016_fr.pdf

En anglais

http://www.caritas.eu/sites/default/files/esm_2016.pdf

Daniel GUERY délégué du MIAMSI auprès du Conseil de l'Europe
Et les autres membres de l'équipe locale de Strasbourg présents à cette session
Minette de Romémont
P. Jean-Michel Strub
Roland Fenocchio
Avec la participation de Philippe Grolleau, délégué de Pax Romana